

-- Le Canada concentrera son aide dans un nombre limité de pays du tiers monde afin que ceux-ci puissent en tirer le meilleur parti possible.

-- Notre programme d'aide au développement dirigera la plus grande partie de ses ressources vers les pays les plus pauvres, vers ceux qui sont le plus gravement touchés par le bouleversement économique, et vers les groupes les plus pauvres de ces pays. Nous consacrerons au moins 80% de nos crédits bilatéraux à ces pays.

-- Le Canada concentrera de plus en plus son aide sur les secteurs cruciaux - notamment l'agriculture, le développement rural, l'éducation et la formation de base, la santé publique et la démographie, le logement et l'énergie.

-- Le Canada désire venir en aide aux pays qui veulent réellement s'aider. La véritable coopération consiste à leur laisser la liberté de choisir le mode de développement qui convienne le mieux à leur situation politique, économique et sociale. Nous désirons toutefois que les méthodes choisies permettent aux membres les plus pauvres et les plus défavorisés de la société -- les pauvres des régions rurales, les cultivateurs sans terre, et les chômeurs urbains sans qualifications professionnelles -- de profiter dès le départ des bienfaits de la croissance.

-- Le programme se veut souple; certaines formes d'aide seront établies en fonction des besoins de pays en voie de développement à revenus moyens.

-- Nous réaffirmons notre volonté d'atteindre l'objectif de 0,7% du PNB fixé par les Nations Unies au titre de l'aide publique au développement, par une augmentation annuelle de la part de notre PNB consacrée à l'aide au développement. Nous reconnaissons que cette entreprise mettra à rude épreuve notre engagement national à la coopération au développement.

J'aimerais maintenant aborder certaines grandes questions touchant les relations économiques du Canada avec les pays en voie de développement. En tant que membres du Sous-comité, vous vous êtes tous vivement intéressés au rapport du Groupe d'experts du Commonwealth sur le nouvel ordre économique international ainsi qu'à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies qui s'est tenue il y a deux mois. Certains d'entre vous ont assisté à cette session et je ne voudrais pas passer sous silence la contribution importante que vous avez apportée au travail de la délégation canadienne.